

Plus que jamais l'agriculture est un enjeu stratégique prioritaire à l'échelle du monde, malgré toutes les remises en cause depuis plus de trente ans par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du Commerce, malgré tous les désastres de la soi-disant loi du marché.

Nous voici face à une crise alimentaire mondiale qui aggrave la faim qui touchait déjà plus de 800 millions de personnes et réduit encore l'essentielle indépendance alimentaire. Les politiques imposées par ces instances internationales ont conduit à cette situation à laquelle s'ajoutent d'autres raisons :

- augmentation de la population
- développement économique des pays émergents qui accroît la demande alimentaire
- prix de plus en plus élevés des matières premières alimentaires accentués par la spéculation financière
- concurrence entre les surfaces cultivées pour la production d'aliments et pour les [agrocarburants](#)
- récoltes sinistrées par de graves aléas climatiques (sécheresses, inondations, ouragans...) ou de nombreux conflits
- développement de l'urbanisation et des transports qui lui sont corrélés ...

Pour répondre à cette crise grave, en plus des indispensables mesures de justice sociale dans chaque pays contre les ravages de la dérégulation généralisée des marchés agricoles comme des autres, **la recherche publique peut et doit jouer un rôle important, tout particulièrement la recherche agronomique** : qu'il s'agisse de produire plus sans polluer dans les terres agricoles actuellement exploitées ou de mettre en culture de nouvelles terres ou dans des régions plus difficiles, des aménagements ne peuvent suffire. Ces défis nécessitent de pouvoir mobiliser rapidement des connaissances nouvelles et de l'expertise.

Dans ce contexte, **la France est l'un des seuls pays à avoir conservé un organisme public de recherche agronomique** structuré de manière cohérente, aux compétences multidisciplinaires, fondamentales et de terrain, au riche partenariat agricole et industriel, permettant d'affronter la complexité de ces problèmes et les échelles de temps dans lesquelles ils se posent ; afin également de faire face à cette grave crise alimentaire en tenant compte de tous ses aspects : respect de l'environnement, quantité et qualité des aliments qui appellent de mobiliser savoirs, imagination et créativité. **Ses capacités sont gravement menacées** par la politique qui se met en place depuis quelques années.

Plus encore dans ces circonstances, **la politique actuelle met en danger toute la recherche de notre pays**, notamment en la fragmentant en une multitude de structures, en éclatant son financement, en ajoutant charges administratives sur charges, réduisant ainsi le temps de recherche comme peau de chagrin. Cette politique non seulement ne résout pas les problèmes réels mais en crée ; elle est menée au nom d'une lisibilité qui semble dérisoire, et même totalement antinomique de la raison affichée, et atteint l'inacceptable dans les circonstances actuelles.

Dans le cas plus précis de la recherche agronomique, c'est donc avec les plus grandes craintes par rapport à la pérennité de cet outil qu'est l'INRA que nous observons les manoeuvres gouvernementales actuelles visant au regroupement des organismes de recherche et d'enseignement supérieur avec des moyens humains et matériels de toute évidence promis à diminution.

La CGT-INRA s'oppose de toutes ses forces à ces mesures.

Et le mardi 6 mai 2008, au Conseil Scientifique National de l'Inra, elle ne manquera pas de faire prendre en compte l'intérêt de maintenir un institut national de recherche agronomique public, servi par des personnels publics, seule garantie d'une recherche socialement utile à tous.

Pour ce faire,
Pour une riposte commune,
Les 4 organisations syndicales de l'Inra se rencontrent ce mercredi 30 avril.

A noter : dans son message « INTERCOM » n°162 du 17/04/08, **la Direction générale rappelle qu'une réflexion sur les évolutions de notre institut avait été conduite en 2004** sur la base d'une grande consultation interne.

Nous saurons rappeler à la DG et aux ministères de tutelle que dans cette [réflexion](http://www.inra.fr/presentation-inra/consultation/synthesedebatsinternes.pdf) (<http://www.inra.fr/presentation-inra/consultation/synthesedebatsinternes.pdf>), on lit entre autre :

- **Le statut de fonctionnaire : condition nécessaire d'une recherche indépendante et prospective** : C'est un des principaux messages exprimés de manière quasiment unanime...
- **Statut et contours des établissements de recherche** : Les contributions expriment le souhait du maintien du statut d'EPST pour les organismes de recherche publique, en particulier pour l'INRA,...
- **L'importance de l'emploi d'ingénieurs, techniciens, administratifs (ITA) à l'INRA** : La nécessité de maintenir un fort potentiel d'ITA dans un organisme finalisé comme l'INRA, y compris en personnel technique de catégorie C (AGT, AJT), est affirmé très fortement...

RECHERCHES SUR LES AGROCARBURANTS A L'INRA : LES POSITIONS DE LA CGT-INRA

En matière de recherches sur les agrocarburants, la politique de l'INRA a fortement varié : suite au choc pétrolier de 1973, certains chercheurs prônent dès 1980 une recherche interne sur les agrocarburants. Cette idée ne reçoit pas le soutien attendu, et ne perdure qu'au travers de programmes européens.

Aujourd'hui, la Direction Générale de l'INRA revient en force sur le sujet pour des raisons essentiellement politiques.

En effet, la fin de la ressource pétrolière étant annoncée, le prix du pétrole augmentant dans des contextes de conflits internationaux dans les zones de production, et la consommation de carburants fossiles activant le réchauffement climatique par émission de gaz à effet de serre, soutenir les agrocarburants est un moyen de soutenir le revenu des agriculteurs, dans un contexte où le budget de soutien structurel à la production par la PAC est en baisse.

L'INRA a initié un **programme CARBIO** (une quinzaine de postes de chercheurs et ingénieurs fléchés) destiné à organiser la recherche dans ce secteur des agrocarburants.

Pour la CGT-INRA, focaliser la recherche sur les agrocarburants ne doit pas occulter de nombreux aspects associés qui relèvent également de problématiques importantes de recherche.

Avant tout développement intensif de cultures à destination de la production d'agrocarburants, il reste en premier lieu à résoudre le problème de la faim dans le monde.

Cette question repose sur un problème de politique des répartitions : selon certaines sources, avec la production actuelle, on pourrait nourrir 12 milliards d'individus. Selon d'autres, des développements technologiques basés sur une bien meilleure compréhension des écosystèmes sont indispensables à la satisfaction des besoins vitaux d'une population aussi importante.

La souveraineté alimentaire, mise en cause par le marché, est donc loin d'être réglée dans le monde. **Il n'y a pourtant quasiment plus actuellement de recherches socio-économiques en ce domaine à l'INRA.** Ne considérant que le marché et la demande solvable, les objectifs de la direction du département SAE2 font perdurer ce manque de recherches.

La recherche sur les agrocarburants doit bien évaluer le risque encouru par les pays en voie de développement... [Lire la suite](#)

Le jeudi 15 mai 2008 : toutes et tous en grève !

- Lire l'[appel des organisations CGT](#) de la Fonction Publique : « Pour la défense et l'amélioration de la Fonction publique,toutes et tous en grève le jeudi 15 mai » (http://www.ugff.cgt.fr/ftp/appels/cgt_fp/25_04_08_15_05_08.pdf)
- Lire le [communiqué des organisations CGT, UNSA, FSU, Solidaires et CFTC de la Fonction Publique](#) : «Pour défendre et améliorer la Fonction Publique, place à la mobilisation» (http://www.ugff.cgt.fr/ftp/communiques/fonction_publique/25_04_08.pdf)
- Réforme de l'État, «Restriction» (!) Générale des Politiques Publiques ou "RGPP" : [Plus d'infos](#) sur le site de l'UGFF-CGT (http://www.ugff.cgt.fr/campagne_reformeta.htm)